



## Après les perquisitions chez « La France insoumise » (LFI), l'État et les médias lynchent Mélenchon

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2018

[WSWS](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Suite aux perquisitions menées contre La France insoumise (LFI) sur ordre du parquet de Paris mardi, la justice et les médias lancent une campagne violente contre le chef de LFI, Jean-Luc Mélenchon. Le but est manifestement de menacer d'interdire LFI, une organisation qui a reçu les voix de 20 pour cent des Français aux dernières élections présidentielles, ou du moins de faire planer sur les têtes de ses dirigeants la menace de peines considérables.

Ceci serait un pas majeur dans la transformation de l'État policier créé en France sous l'état d'urgence de 2015-2017 en un appareil servant ouvertement à écraser l'opposition politique et la colère social contre l'aristocratie financière. En fait, la manière dont les milieux officiels traitent cette perquisition est un avertissement de la profonde crise de la démocratie française. Un État policier existe et se consolide rapidement en France, posant une menace mortelle aux travailleurs.

L'État et les médias se concentrent sur le fait que Mélenchon se serait emporté contre les policiers qui menaient la perquisition au siège de LFI, et qui tentaient d'empêcher illégalement les députés de LFI de pénétrer dans le siège de leur parti. Ces derniers ont dû forcer une porte gardée par la police pour entrer dans leurs locaux, et le ton est monté entre Mélenchon et les policiers à l'intérieur du siège. De nombreuses [vidéos](#) de la confrontation circulent en ligne.

Dans l'une d'elles, Mélenchon dit: «Vous ne vous comportez pas en policiers républicains. ... Vous ne pouvez pas nous molester, vous ne pouvez pas nous pousser, vous n'avez pas le droit de nous empêcher de rentrer dans nos locaux, surtout que nous ne posons aucun obstacle à vos perquisitions. Mais vous, vous vous comportez d'une drôle de manière. Vous entrez, vous prenez des tas de choses, vous ne dites pas quoi, vous repartez en on ne sait pas ce que vous avez pris.»

En fait, en plus d'éventuels biens personnels des dirigeants de LFI, on sait que la police a aspiré toutes les données au siège de LFI. Manuel Bompard, le coordinateur des campagnes de LFI, a dénoncé le comportement de la police et des enquêteurs: «On m'a empêché d'assister à la procédure administrative, alors que je suis le responsable légal de La France insoumise, je n'ai pas pu assister aux opérations. (...). Aucun Procès Verbal ne m'a été proposé à être signé.»

«Un policier m'a attrapé par le cou, attrapé par le bras, m'a tiré. Ce policier, sa hiérarchie est venue en lui disant 'calme-toi'. J'ai été violenté, agressé (...). Ce qui s'est passé est inacceptable», a-t-il ajouté, en affirmant qu'il va «porter plainte au commissariat pour les

coups qui (lui) ont été portés.»

Néanmoins, l'État et les médias, loin de critiquer le comportement de la police, se sont rapidement rangés derrière elle pour attaquer Mélenchon. Hier, la justice a annoncé une enquête visant le comportement de Mélenchon lors des perquisitions. Le parquet de Paris, qui avait lancé les perquisitions, a ouvert une enquête concernant des faits de «menaces ou actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire» et «violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique», selon *L'Obs*.

Plusieurs syndicats de police, proches de l'extrême-droite, ont exigé des «excuses publiques» à Mélenchon, dont le syndicat police de Force ouvrière. Le syndicat Alliance, lié au parti néofasciste, a appelé le nouveau ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner à porter plainte contre le chef de LFI.

Pour tenter de maintenir un faux-semblant d'impartialité malgré avoir lancé cette procédure, le procureur de Paris François Molins a ensuite demandé au procureur général d'en être dessaisi au profit du procureur du tribunal de grande instance le plus proche.

Les principaux médias français lancent une vague de dénonciations de Mélenchon. Celles-ci mettent en lumière surtout le respect illimité de la police qui prédomine dans les publications «de gauche», qui sont toutes par contre d'accord pour menacer Mélenchon. *Libération*, *Le Monde*, et *L'Obs* ont tous publié des articles hostiles envers LFI.

*Libération* a sonné la charge contre LFI avec des articles réactionnaires qui laissent entendre que le comportement de Mélenchon pourrait justifier l'illégalisation de LFI. Le journal a mis à la une la photo de Mélenchon et le titre «L'éclat de trop?» Dans son article intitulé «Perquisition chez Mélenchon: de l'insoumission à l'obstruction», qui accuse Mélenchon sans preuve d'avoir tenté de faire obstruction aux perquisitions, le journal assène: «Le leader de la France insoumise se pose en martyr politique au risque de l'illégalité.»

Ayant lancé cette menace extraordinaire, *Libération* s'attaque aux élus LFI: «Pas banal, en France, de voir des élus s'opposer physiquement à des policiers qui appliquent une décision de justice.»

Dans l'éditorial intitulé «Tactique», le journal joue d'abord le bon prince, avouant qu'il n'y a «rien d'étonnant» à ce que LFI «vitupère contre une opération policière d'une telle ampleur. ... Mais si l'on prend un peu de recul, il faut bien dire que la réaction des leaders de La France insoumise est pour l'essentiel outrancière et peu légitime.» Déclarant que «les juges faisaient seulement leur travail», *Libération* conclut: «là où la limite est franchie, c'est quand des députés de la nation font entrave, par le nombre et par les décibels, à une enquête judiciaire parfaitement légitime.»

En fait, il n'y a aucune raison de croire que les juges ne faisaient que leur travail, ou que l'enquête judiciaire qui a servi de prétexte aux perquisitions est «parfaitement légitime.» On a récemment appris que le premier ministre Edouard Philippe avait «auditionné» tous les candidats au poste de procureur de Paris. Le journal *Les Echos* a traité cela de «fait inédit» et relevé «Un entretien 'assumé' par Edouard Philippe, qui désire 'être certain' qu'il sera 'parfaitement à l'aise' avec le futur procureur.»

En clair, le procureur a été soigneusement choisi par le pouvoir, qui était sans doute au

courant mardi d'une opération de police d'une telle envergure – avec une quinzaine de perquisitions menées par plus d'une centaine de policiers – avant qu'elle ne se produise. L'attaque contre Mélenchon et LFI est manifestement une attaque politique, menée alors que l'exécutif est au plus bas dans les sondages et qu'il cherche désespérément à étouffer toute opposition sociale à son programme.

Ceci souligne encore une fois la faillite politique de l'orientation politique proposée par Mélenchon lui-même, son nationalisme, ses liens avec l'armée et le renseignement, et son appel à intégrer des forces de droite dans LFI, le plus récemment à son université d'été. Il est important de souligner le fait remarquable que malgré ces liens dans l'appareil d'État, Mélenchon semble avoir été surpris par la perquisition menée contre lui mardi. Les divers policiers et officiers du renseignement que LFI a recrutés n'ont pas pu ou pas voulu prévenir Mélenchon de la perquisition qui se préparait.

Ceci souligne que la seule voie pour aller de l'avant est défendre les droits démocratiques et LFI.

Alex Lantier

La source originale de cet article est [wsws](#)  
Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws](#), 2018

---

Articles Par : [Alex Lantier](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)